

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5673>



Calais : Quand "expulsion du camp" finit par signifier "élimination".

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Sans-papiers, réfugiés, migrants, exilés -



LE CLUB DE MEDIAPART

Date de mise en ligne : dimanche 4 juin 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

par Camille Louis et Etienne Tassin. Publié le 3 juin 2017 sur le blog Médiapart Jungle et ville.

Il y a presque huit mois, l'Etat ordonnait le démantèlement de la "jungle" de Calais ou pour le dire dans les bons termes, l'expulsion des milliers d'exilés qui y résidaient. L'argument était alors celui d'un remplacement des conditions de vie "ignobles" par l'accueil dans un ensemble de C.A.O aménagés et autres mesures "mélioratives". Aujourd'hui voilà ce qu'il en est pour ceux qui sont encore là.



Calais, le 3 juin 2017

Monsieur le Préfet, Fabien Suidre

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb,

Les erreurs se répètent et l'infamie s'accroît. Il est cependant possible d'éviter les premières et d'enrayer la seconde.

Le bidonville de Calais fut détruit en deux vagues, au printemps puis à l'automne 2016. L'expulsion de la « jungle » était supposée « régler le problème des migrants » dans la région. Nous savions bien à l'époque que cela ne

Calais : Quand "expulsion du camp" finit par signifier "élimination".

règlerait rien et que bientôt les exilés reviendraient hanter les bois et les dunes entourant Calais. Ils sont là, au nombre, estime-t-on, de six-cents à ce jour. Et parmi eux, de nouveau, de nombreux mineurs non accompagnés pour lesquels des obligations spécifiques sont faites à l'Etat " qui s'y soustrait au mépris du droit.

Que fait la police ? Nous constatons qu'elle s'adonne à une chasse à l'homme digne des pires périodes du fascisme : maraudes et expulsions, poursuite des migrants jusque dans les bois où ils trouvent refuge, blocage des distributions de nourriture et des points d'eau. On n'accorde aucun répit, on n'accorde aucun repos : le soir, on gaze les gamelles du repas après une journée de jeûne en période de Ramadan, le matin on gaze les sacs de couchage, les affaires personnelles et l'on va jusqu'à gazer les bidons d'eau ! On détruit les abris précaires, les bâches et couvertures qui servent de toiture et de sol et l'on ne se contente pas de rendre l'installation impossible, il faut aussi faire fuir, pourchasser, terroriser, violenter en alternant les moyens : du simple passage à tabac (mineurs isolés de Lille, dans la nuit du 1er juin) jusqu'à l'utilisation de flash ball ou de bombes lacrymogènes (lancés à Calais, dans les derniers jours du mois de mai, sur les exilés et bénévoles n'ayant pas suivi le nouvel arrêté - publié nulle part - n'autorisant la distribution de repas qu'en soirée rue des Verrotières). Ceci, vous le savez, n'est qu'un aperçu de ce qui se passe aujourd'hui dans la région de Calais.

Ces exactions sont sues, documentées, la police elle-même les reconnaît.

Nous vous posons simplement trois questions :

- À quoi cela sert-il ?
- Pourquoi la République française transforme-t-elle sa police en milice fasciste, au mépris des fonctionnaires qui entendent la servir honorablement ?
- Qu'attend l'État de ces traitements inhumains et méprisables infligés à des exilés qui seraient disposés à grandir le pays de leurs richesses culturelles et de leurs compétences professionnelles ?

Il nous est impossible de comprendre ce que l'État se promet d'une répression systématique, aveugle, destructrice et pour tout dire imbécile, alors qu'une politique organisée d'accueil, d'intégration et de renforcement des formidables ressources que représentent les exilés serait si bénéfique à la France, comme à n'importe quel pays. Il suffit de discuter avec quelques-uns d'entre eux, la plupart jeunes, motivés et compétents, plein d'enthousiasme et d'espoirs, pour se rendre compte de la chance qu'ils représentent pour notre pays. Par quelle aberration idéologique ou quelle soumission aux fantasmes les moins honorables, le gouvernement renonce-t-il à cette opportunité pour ternir son image, se conduire comme n'importe quel groupuscule terroriste - alors qu'il justifie bon nombre de ses mesures policières au nom de la lutte contre ces derniers - et se discréditer sans aucun résultat ? Non seulement cette « politique » ne sert à rien mais elle dessert assez évidemment et la France et la République ; et son gouvernement et les droits dont celui-ci ne cesse de se réclamer.

Il nous est aussi impossible de comprendre ce que l'État gagne à inviter ses Compagnies Républicaines de Sécurité à se conduire dans l'ignorance de l'humanité que requiert la compagnie des autres, dans le déni de ce qu'exigent les valeurs républicaines sans cesse convoquées, dans la diffusion systématique de l'insécurité comme règle du vivre-ensemble. Il suffit de discuter quelques instants avec les forces de l'ordre commises à ces exactions pour entendre le dégoût qu'elles ont de ce qu'on leur demande de faire (quel gardien de la paix pourrait sans gêne gazer des bidons d'eau pour assoiffer des êtres humains pourchassés comme des bêtes sauvages ?) Comment un État dit de droit, une république dite démocratique, peuvent-ils sans scrupules adopter des pratiques répressives et inhumaines dignes des pires régimes fascistes ? Il se trouve que nous sommes incapables de trouver la moindre raison à ces actes, fût-ce une raison d'État.

Calais : Quand "expulsion du camp" finit par signifier "élimination".

Aussi devons-nous vous alerter : sous couvert de sécurité â€” mais les exilés commandent-ils que nous sécurisions l'État ou que nous humanisons la république ? â€”, vous êtes en train de fasciser la démocratie et d'installer un État autoritaire qui prépare les pires privations de liberté, les pires dénis d'égalité, les pires violations de la fraternité. Nous ne pouvons rester silencieux devant ce qui se met ainsi « en marche ».

Il nous est enfin impossible de comprendre ce que l'État attend des traitements inhumains infligés aux migrants qui composent une ressource de compétences, d'intelligence, de motivations et une promesse d'avenir pour nos pays. Par leurs expériences et leurs récits, les exilés contribuent à une connaissance collective et concrète des relations internationales et des situations mondiales (Syrie, Éthiopie, Soudan....) qui restent opaques à l'ensemble des citoyens auxquels, pourtant, le nouveau gouvernement dit vouloir redonner confiance et intérêt politique. A cette chance humaine et politique s'ajoute la chance économique de multiples compétences professionnelles. Pourquoi fait-on mine d'ignorer que les personnes arrivant à Calais, mais aussi partout en Europe, sont artisans et gens de métier ou, pour beaucoup, de jeunes hommes et de jeunes femmes ayant fait ou interrompu des études en ingénierie, en médecine, en arts... Avez-vous, Monsieur le Préfet, pris quelques heures de votre temps personnel pour aller discuter avec ces exilés à Calais, partager leur existence à Norrent-Fontes, essayer de comprendre leurs motivations et leurs projets dans le bois de Puythouck ? Avez-vous, Monsieur le Ministre, considéré ne fut-ce que qu'un instant la menace qu'ils sont supposés représenter pour notre pays au regard des richesses qu'ils lui apportent ? Et avez-vous songé au coût exorbitant de cette répression inefficace et vaine en comparaison des incroyables bénéfices que la même somme rapporterait si elle était investie dans des structures d'accueil, des centres de formation, des bourses du travail ou des maisons de la culture assurant l'intégration des exilés en France ?

Monsieur le Préfet, Monsieur le Ministre, nous vous suggérons une chose simple, de bon sens, peu onéreuse, en vous démarquant des clichés xénophobes qui servent d'argument électoral, au demeurant assez inefficace : ayez l'intelligence de soustraire la question de la migration à la seule compétence du Ministère de l'Intérieur et de doter ce nouveau gouvernement d'une mission interministérielle, travaillant en liens étroits avec les associations locales et les personnes formées à l'accueil des exilés, pour mettre en oeuvre des structures adaptées en terme d'habitat, d'éducation, de santé... Ayez l'audace de confier aux régions le soin de structures d'accueil et d'intégration des migrants désireux de mener leur existence en France. Et, dans les Hauts de France, ayez le courage de donner l'exemple d'une politique d'accueil qui dispense les policiers de commettre des actes qui les déshonorent et les exilés de subir des exactions qui les humilient. Vous aurez redonné à la France la fierté dont elle est aujourd'hui privée, la grandeur à laquelle elle a renoncé, l'honneur qu'elle a perdu mais dont elle ne cesse de se réclamer. Et vous aurez du même coup donné à l'Europe l'exemple d'une France enfin libre, égale, fraternelle.

N'est-ce pas là une visée plus heureuse et moins coûteuse, plus glorieuse et moins frileuse, qu'une France en marche pourrait fièrement revendiquer quand une politique xénophobe et une police terroriste n'offrent à la république d'autre destin qu'une France en panne si ce n'est déjà morte ?

Croyez, Monsieur le Préfet, Monsieur le Ministre, en notre dévouement civique. Mais faites cesser l'ignominie.

Camille Louis et Etienne Tassin